

sorier, de l'Assistant Secrétaire, du Rédacteur du Journal Français, du Rédacteur du Journal Anglais fussent réduits collectivement à \$1000. Comme nous l'avons dit il ne nous appartient pas d'apprécier les démarches de nos sociétés d'agriculture, mais nous constatons avec plaisir que l'apathie a fait place à l'intérêt pour ce qui regarde nos affaires agricoles.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.—La nécessité d'un enseignement agricole est aujourd'hui acceptée non seulement par les individus mais encore par notre gouvernement, qui a compris enfin qu'un peuple de Cultivateurs, selon l'expression de notre Historien Garneau, exigeait une instruction agricole. En vain multiplierait-on les universités, les écoles spéciale de droit, de médecine et tant d'autres, ce luxe de connaissances fait honneur au pays et nous sommes les premiers à nous en éorgueillir ; mais il n'en est pas moins vrai que toutes ces professions, ne sont que des parasites tout à fait secondaires, au point de vue de la richesse publique. Pour nous, lorsqu'il s'agit de la prospérité d'une nation, nous croyons beaucoup plus à la satisfaction de ses besoins matériels qu'à ce bien être tout moral qui consiste à penser bien pour quelques individus et pour la masse à vivre mal. Nous ne refusons pas au petit nombre des privilégiés, composant le personnel des professions libérales, les moyens qui leur sont donnés d'arriver aux plus hautes conceptions de l'intelligence. Mais nous aimerions une répartition plus égale de connaissances entre tous les individus formant notre société et, disons-le hautement, nous aimerions à voir moins de faveur aux privilégiés et plus de justice envers le grand nombre des contribuables, attachés à notre industrie nationale, l'agriculture. Est-ce donc parceque notre population à conquis pied à pied le sol qu'elle cultive, qu'elle l'a défendu de son sang et engraisé de ses sueurs, que nous lui refusons aujourd'hui les droits acquis à sa persévérance héroïque ? Est-ce donc parce que ses chefs ont lâchement déserté leur drapeau pour jouir, dans nos villes, du salaire de leur trahison, que nous devons abandonner les populations de nos campagnes aux impositions sans nombre prélevées sur elle par les privilégiés de nos villes, impositions qu'elles acceptent parcequ'elles n'en saisissent pas toute la portée et parce que personne n'a intérêt à la leur faire comprendre.

Ce système a duré déjà depuis trop longtemps, et l'heure de la rétribution a sonnée. A l'administration actuelle l'honneur d'avoir fait le premier pas en faveur des droits et de l'émancipation de la classe agricole en votant l'établissement d'Ecoles d'Agriculture dans toute la province. Ses écoles, n'en doutons pas, sont la pierre fondamentale de l'édifice ; non pas ces écoles destinés à former des agents subalternes, mais bien plutôt des hommes connaissant à fond les ressources et les conditions d'existence de l'industrie agricole ; qui aient suffisamment étudiés ses rapports avec la richesse, les populations, le commerce, les manufactures, pour pouvoir l'exercer judicieusement dans toutes les localités ; des hommes enfin qui joignent à la science économique une connaissance approfondie de tous les détails techniques du métier, propres à leur faire prévoir et surmonter toutes les difficultés de la pratique.

Ces hommes non seulement seront capables de choisir les méthodes qui conviennent à une culture spéciale, et de les faire appliquer, mais encore de for-